



FORTUNE & FAMILLE

LA REVUE MENSUELLE

COMMENT TRAVERSER LA GRANDE GUERRE COMMERCIALE

Cher lecteur,

Depuis la guerre froide, jamais les tensions économiques entre grandes puissances n'ont été aussi vives.

Ce que nous vivons aujourd'hui n'est pas un simple différend tarifaire entre Washington et Pékin.

C'est un nouvel ordre mondial : une bataille pour le contrôle des ressources stratégiques, une polarisation assumée entre deux blocs qui défendent farouchement leurs intérêts.

Ce mois-ci, cap sur la stratégie de Fortune & Famille pour comprendre, et passer entre les mailles de la grande guerre commerciale.

SOMMAIRE

- 02 Aux origines du bras de fer
- 03 Les débuts de la guerre commerciale chaude
- 05 Une guerre peut en cacher une autre
- 06 Comment la Chine s'est préparée au grand affrontement avec les États-Unis
- 07 Pourquoi les États-Unis déclenchent la crise maintenant
- 09 Vers une récession mondiale en cas de poursuite des tensions
- 10 Comment se couvrir en cas de poursuite de la guerre commerciale
- 12 Questions des lecteurs
- 14 Analyse Fortune & Famille

ÉDITION N° 12

AVRIL 2025



AUX ORIGINES DU BRAS DE FER

Pendant près de trente ans, le monde a cru à la fin des conflits commerciaux.

Les années 1990 et 2000 avaient sacralisé la mondialisation : flux logistiques décentralisés, chaînes de valeur fragmentées, croissance sans inflation...

La Chine devenait l'usine du monde.

Les États-Unis, son client premium, et l'Europe, l'arbitre technocratique du jeu.

Mais sous cette surface fluide, un déséquilibre s'est lentement installé.

Et la fracture a commencé à se creuser.

Revenons tout d'abord en 2021, alors que la Chine entre dans l'Organisation mondiale du commerce.

L'événement est salué comme un triomphe du multilatéralisme.

Pourtant dès les années 2010, les tensions apparaissent : accusations de dumping, pillage de propriété intellectuelle, espionnage industriel...

Le rêve d'un *"capitalisme à la chinoise compatible avec les règles du jeu occidental"* commence à vaciller.

Quelques années plus tard, en 2018, les premières mesures américaines tombent.

Donald Trump impose les premiers droits de douane massifs sur l'acier, l'aluminium, les



En 2018, Trump annonce les sanctions en grande pompe sur ses réseaux sociaux.

machines et l'électronique chinois.

Pékin réagit du tac au tac.

Le monde redécouvre un mot oublié : *"guerre commerciale"*.

La pandémie de COVID-19 agit ensuite comme un électrochoc.

Le monde découvre sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement lointaines :

- 60 à 80 % des principes actifs pharmaceutiques sont produits en Inde et en Chine.
- 90 % des semi-conducteurs les plus complexes sont fabriqués à Taïwan.
- Le cobalt indispensable aux batteries vient à 70 % du Congo, raffiné quasiment à 100 % en Chine.

La mondialisation a délocalisé toute la production occidentale.

On réalise alors dans la douleur que ce qui est

le plus important, c'est la capacité à continuer de produire même en cas de choc.

Le monde entre dans une logique de résilience stratégique.

Le président américain Joe Biden lance alors une série de plans massifs :

- CHIPS Act (280 milliards \$ pour relocaliser la production de puces),
- IRA – Inflation Reduction Act (400 milliards \$ pour réindustrialiser et verdir l'économie),
- Interdiction d'exportation de puces d'IA vers la Chine.

La Chine réagit en bloquant l'exportation de minerais stratégiques : gallium, germanium, graphite... invisibles pour le grand public, mais essentiels dans le solaire, les aimants industriels, la défense ou les batteries.

L'Europe commence à s'inquiéter. Et à légiférer.

Lancement du Critical Raw Materials Act pour sécuriser l'approvisionnement en métaux rares, déploiement d'une taxe carbone aux frontières, enquête anti-subsidies contre les véhicules électriques chinois, nouveaux accords industriels stratégiques avec l'Inde, le Maroc, l'Indonésie...

Ce tournant marque la fin de *"l'innocence commerciale"* européenne.

En moins de dix ans, la *"mondialisation heureuse"* s'est effondrée.

Elle a laissé place à une guerre froide économique, où chaque bloc veut garantir sa sécurité, son innovation, et sa capacité à produire sans dépendre d'un rival stratégique.

Et le second mandat de Trump vient alors accélérer la transition.

LES DÉBUTS DE LA GUERRE COMMERCIALE CHAUDE

20 janvier 2025. Capitole, Washington D.C.

Sous un ciel froid, Donald Trump prête serment pour la seconde fois.

Et dès les premières lignes de son discours, le ton est donné : America First is back.

Mais cette fois, le bras de fer ne sera pas seulement verbal.

Dans les heures qui suivent son investiture, la Maison-Blanche publie un executive order historique : +60 % de droits de douane sur tous les produits manufacturés chinois, y compris les

véhicules électriques, les batteries, les textiles et les équipements électroniques.

"La Chine nous vole depuis trop longtemps", martèle Trump. Son équipe, menée par Robert Lighthizer (de retour au Commerce), justifie la décision par *"une distorsion de concurrence systémique"* et *"un non-respect persistant des règles de l'OMC"*.

La justification ? Elle n'est plus économique, mais géopolitique.

Le message est clair : si vous voulez vendre aux États-Unis, il faut produire aux États-Unis.



La semaine suivante, les marchés financiers plongent de 7 %. L'indice Hang Seng enregistre sa pire séance depuis le COVID.

En Europe, les constructeurs allemands accusent le coup : leurs usines en Chine risquent de devenir des zones grises, ni rentables ni exportables.

Et chez Apple, c'est la panique : la production d'iPhone, toujours très dépendante de Shenzhen et de Zhengzhou, est directement exposée aux contre-sanctions chinoises.

31 janvier 2025. La Chine réagit. Pékin convoque l'ambassadeur américain.

Puis, le ministère du Commerce publie un décret interdisant l'exportation de matériaux stratégiques vers tout État appliquant ce qu'il qualifie de "mesures commerciales hostiles".

Sont concernés : Le gallium et le germanium, indispensables à la fabrication de puces. Le

graphite, clé des batteries pour véhicules électriques. Et certains équipements de fabrication d'hydrogène, domaine-clé pour l'Allemagne et la Corée du Sud.

Février 2025 : Trump accélère : il menace désormais d'imposer des taxes de 10 % sur tous les produits européens, s'ils ne cessent leurs relations commerciales "déséquilibrées" avec la Chine.

La France et l'Allemagne dénoncent une agression économique, en coulisses, l'Union européenne prépare sa propre riposte, inspirée du "Carbon Border Tax" : un tarif douanier miroir sur les produits ne respectant pas les normes environnementales européennes.

L'Inde, le Brésil, le Vietnam se frottent les mains : les chaînes de valeur sont en train d'être redessinées, à la hache.

Mars 2025 : Les États-Unis créent un fonds de relocalisation stratégique de 300 milliards \$, ouvert aux entreprises tech et industrielles qui s'engagent à transférer leur production sur le sol américain.

Samsung, Tesla et Intel annoncent dans la foulée des projets d'usines géantes en Arizona, au Texas et en Caroline du Nord.

Dans le même temps, la Chine lance son plan "Grande Circulation Interne" : subventions massives à la consommation domestique, pression sur les exportateurs étrangers, et alliances accélérées avec la Russie, l'Iran, et plusieurs pays africains riches en minerais.

Avril 2025. L'économie mondiale a changé de régime.

Le mot "guerre commerciale" n'est plus une exagération médiatique.

C'est une doctrine assumée par les deux premières puissances du monde.

UNE GUERRE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

La technologie est au cœur de l'affrontement avec les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle et les réseaux 6G qui sont les nouvelles armes stratégiques.

Les États-Unis, avec le CHIPS Act et des restrictions draconiennes sur les exportations de puces avancées, ont mis la Chine sous pression.

Résultat : TSMC, le géant taïwanais des semi-conducteurs, annonce en mars 2025 un doublement de ses investissements aux États-Unis, avec une nouvelle méga-usine dans l'Ohio.

Mais la Chine ne reste pas immobile. Malgré les sanctions, elle accélère son programme « Made in China 2025 ».

En avril 2025, Huawei dévoile une puce gravée en 5 nm, produite localement, défiant les pronostics occidentaux.



Les marchés américains ont été pris de panique, lundi 27 janvier, après l'annonce d'un chatbot chinois baptisé DeepSeek et concurrençant, à moindre coût, les modèles américains

Pékin investit également massivement dans l'IA générative, avec des modèles concurrençant ceux de xAI ou d'OpenAI.

Le message est clair : la Chine refuse de dépendre technologiquement de l'Ouest. L'Europe, quant à elle, tente de rattraper son retard.

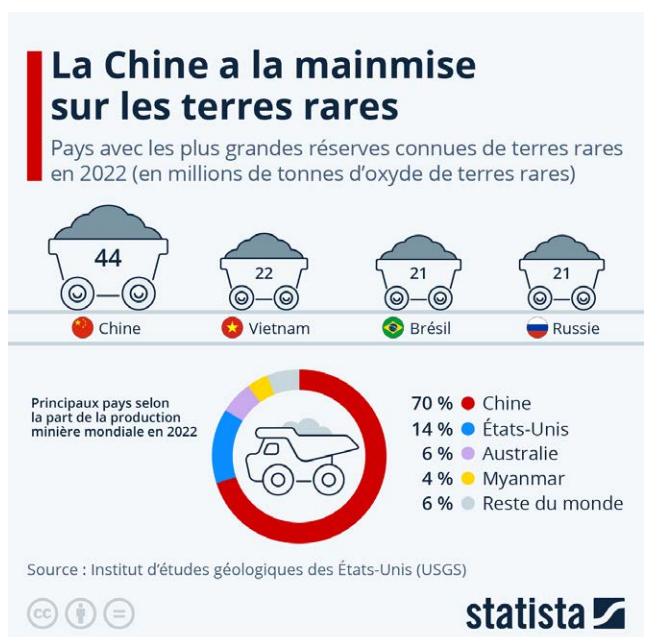
Le European Chips Act, doté de 43 milliards d'euros, finance des usines en Allemagne et en Italie, mais les résultats concrets ne sont pas attendus avant 2027.

En attendant, l'UE durcit ses contrôles sur les investissements chinois dans ses entreprises tech, tout en négociant des partenariats stratégiques avec le Japon et la Corée du Sud.

Derrière les puces, il y a les minerais.

Et là, la Chine conserve un avantage écrasant. En 2024, elle contrôlait 60 % de la production mondiale de terres rares et 80 % de leur raffinage.

En réponse aux tarifs américains, Pékin a renforcé ses restrictions sur l'exportation de lithium, de cobalt et de nickel, essentiels aux batteries et à l'énergie verte. Les États-Unis contre-attaquent avec des accords miniers.



En février 2025, Washington signe un partenariat avec le Canada et l'Australie pour sécuriser l'approvisionnement en lithium et en nickel.

L'administration Trump pousse également pour rouvrir des mines aux États-Unis, malgré les protestations environnementales.

L'Europe, coincée, multiplie les « accords de corridors stratégiques » avec des pays comme le Chili, la Namibie et l'Indonésie.

Mais ces partenariats restent fragiles, car la Chine et la Russie intensifient leur présence en Afrique et en Amérique latine, offrant des

infrastructures contre un accès exclusif aux minerais.

Un autre front, moins visible, se dessine : la maîtrise des flux d'information.

En mars 2025, les États-Unis renforcent leur programme « Clean Network », visant à exclure les équipements chinois (Huawei, ZTE) des réseaux 5G et 6G occidentaux.

En parallèle, la Chine accélère le déploiement de son propre internet souverain, avec des data centers massifs et des câbles sous-marins reliant l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine.

COMMENT LA CHINE S'EST PRÉPARÉE AU GRAND AFFRONTLEMENT AVEC LES ÉTATS-UNIS

Depuis une dizaine d'années, la Chine prépare minutieusement son ascension vers le sommet de la hiérarchie mondiale.

Ce plan ambitieux mené par Xi Jinping depuis son arrivée au pouvoir en 2012, vise clairement un objectif : faire de la Chine la première puissance économique, technologique et militaire du globe à l'horizon 2049, date symbolique du centenaire de la République populaire.

Ce projet s'inscrit dans une vision de long terme, baptisée le « rêve chinois », qui veut restaurer la grandeur perdue de l'empire du Milieu.

Le projet phare de la diplomatie économique chinoise est sans conteste l'initiative "Belt and Road" (ou Nouvelles Routes de la soie), lancée en 2013.

Ce plan gigantesque a mobilisé plus de 1 000 milliards de dollars en investissements pour financer des ports, des chemins de fer, des autoroutes ou des centrales électriques dans plus de 140 pays.

Il permet à Pékin de tisser un réseau mondial d'alliances économiques tout en s'assurant un accès privilégié aux matières premières et aux marchés émergents.

En parallèle, entre 2018 et 2024, la Chine a même réduit la part des États-Unis dans ses exportations de 19,2% à 14,7%.

Alors que les États-Unis cherchent à contenir l'influence de Pékin, la Chine multiplie les accords de libre-échange avec d'autres régions.

Les nouvelles Routes de la soie



En 2020, elle intègre le Partenariat régional économique global (RCEP), un méga-accord commercial regroupant 15 pays d'Asie-Pacifique, représentant près de 30 % du PIB mondial.

Elle entend remodeler les règles du jeu mondial, promouvoir un système multipolaire et s'imposer comme un modèle de développement alternatif au libéralisme occidental.

Aujourd'hui, la Chine ne cherche plus à s'intégrer dans l'ordre international dirigé par l'Occident, mais à en proposer une alternative.

POURQUOI LES ÉTATS-UNIS DÉCLENCHENT LA CRISE MAINTENANT

L'escalade des sanctions déclenchée par les États-Unis n'est pas un hasard.

Elle s'inscrit dans une fenêtre d'opportunité stratégique soigneusement calculée par Washington pour exploiter les faiblesses actuelles de la Chine et reprendre l'ascendant dans la course à la suprématie économique mondiale.

Le timing choisi par les États-Unis n'est pas anodin : il coïncide avec une période de

vulnérabilité économique pour Pékin.

Depuis 2021, le secteur immobilier chinois, qui représente environ 25 % du PIB national, traverse une crise profonde.

Des géants comme Evergrande et Country Garden, lourdement endettés, ont fait défaut sur des milliards de dollars de dettes, provoquant un effondrement des prix immobiliers et une méfiance généralisée des investisseurs.

En 2024, selon le Bureau national des statistiques de Chine, les investissements immobiliers ont chuté de 10 % par rapport à 2023, un record historique.

Cette crise a un effet domino : les autorités locales, qui dépendent des ventes de terrains pour financer leurs budgets, font face à des déficits massifs.

En 2025, leurs dettes cumulées atteignent 9 000 milliards de dollars, soit 60 % du PIB chinois, d'après une estimation du FMI.

Parallèlement, la consommation interne, que Pékin cherche à stimuler via son plan « Grande Circulation Interne », reste atone.

Les ménages chinois, échaudés par la crise immobilière et l'incertitude économique, épargnent davantage au lieu de dépenser.

En 2024, la croissance de la consommation des ménages n'a atteint que 3,5 %, contre une moyenne de 8 % avant la pandémie.

Cette faiblesse interne limite la capacité de la Chine à absorber les chocs externes, rendant le moment idéal pour les États-Unis de frapper.

Le second objectif de Washington est de mettre à l'arrêt des centaines d'entreprises chinoises qui exportent massivement vers le marché américain, un levier économique crucial pour Pékin.

Cette pression vise à générer une crise au sein du secteur privé chinois, qui emploie plus de 80 % de la main-d'œuvre urbaine et contribue à 60 % du PIB, selon le ministère chinois du Commerce.

Au-delà des faiblesses économiques chinoises, les États-Unis profitent également d'un contexte géopolitique favorable.

En 2025, la Chine fait face à des tensions croissantes avec ses voisins, notamment l'Inde

(sur la frontière himalayenne) et les pays de la mer de Chine méridionale (Philippines, Vietnam), ce qui limite sa capacité à projeter une image de puissance unifiée.

De plus, les alliances de Pékin avec la Russie et l'Iran, bien que stratégiques, sont fragiles : la Russie, affaiblie par la guerre en Ukraine, et l'Iran, sous sanctions occidentales, ne peuvent offrir un soutien économique significatif. À l'inverse, les États-Unis ont consolidé leurs propres alliances.

Le partenariat AUKUS (avec l'Australie et le Royaume-Uni) et le renforcement des liens avec l'Inde via le Quad (États-Unis, Inde, Japon, Australie) leur permettent de contenir l'influence chinoise dans la région Indo-Pacifique.

Washington mise également sur une Europe divisée mais dépendante de son parapluie sécuritaire : en menaçant de taxes de 10 % sur les produits européens, Trump force l'UE à réduire ses échanges avec la Chine, alignant ainsi les intérêts transatlantiques contre Pékin.

Enfin, les États-Unis savent que leur avantage technologique sur la Chine est en train de s'éroder. Malgré les sanctions, Pékin a fait des progrès rapides dans des domaines clés comme les semi-conducteurs et l'intelligence artificielle.

Selon un rapport de l'ASPI (Australian Strategic Policy Institute), la Chine pourrait atteindre l'autonomie technologique d'ici 2030 dans plusieurs secteurs stratégiques.

En déclenchant cette crise en 2025, les États-Unis exploitent une conjoncture unique : une Chine affaiblie par ses crises internes, un secteur privé chinois vulnérable, et un contexte géopolitique qui leur donne un avantage temporaire.

Mais cette stratégie est un pari risqué : elle pourrait accélérer la fragmentation économique mondiale et précipiter une récession globale.

VERS UNE RÉCESSION MONDIALE EN CAS DE POURSUITE DES TENSIONS

À mesure que la guerre commerciale s'intensifie, ce n'est plus seulement une affaire de tarifs, de puces ou de métaux rares.

C'est la structure même de l'économie mondiale qui commence à vaciller.

Depuis janvier 2025, les projections de croissance sont revues à la baisse presque chaque mois.

Selon l'OMC, la progression du commerce mondial de marchandises plafonnera à 0,8 % cette année, un niveau historiquement bas, sans précédent en dehors des crises sanitaires ou financières.

Le FMI, lui, alerte sur un "ralentissement synchronisé" touchant aussi bien les pays avancés que les émergents.

Car cette nouvelle guerre économique n'a pas de ligne de front nette.

Elle infiltre tout : l'investissement, les marges, les chaînes de valeur, et surtout la confiance.

Les multinationales, premières exposées, se réorganisent dans l'urgence.

Les projets de relocalisation s'enchaînent, mais prennent du temps, coûtent cher, et fragmentent davantage les circuits de production. Apple, Samsung, BYD, Stellantis...

Tous tentent de naviguer entre les lignes rouges géopolitiques.

Mais à chaque contournement, c'est de la complexité, du risque et de l'inflation qui

s'ajoutent.

En Europe, l'indice de confiance des industriels allemands est à son plus bas niveau depuis 2020.

Aux États-Unis, la montée des droits de douane commence à faire grimper les coûts à la consommation sur des catégories aussi variées que l'électronique, l'outillage ou l'équipement automobile.

Derrière ces signaux faibles, une bascule plus profonde se dessine : celle d'un monde qui ne croit plus à la stabilité.

Le dollar reste dominant, mais les discussions autour d'alternatives s'accroissent.

La Chine et ses partenaires des BRICS poussent pour des systèmes de règlement en monnaies locales.

L'Arabie saoudite a annoncé en mars vouloir élargir ses ventes d'hydrocarbures en yuan. L'Inde et la Russie multiplient les accords bilatéraux hors SWIFT. Ce n'est pas encore un remplacement — mais une érosion.

L'idéologie libre-échangiste, elle, est déjà enterrée.

L'heure est à la sécurisation. Partout. Dans les usines, dans les ports, dans les discours. Le Japon et la Corée du Sud renforcent leurs stocks stratégiques.

L'UE réfléchit à un contrôle des exportations pour certains savoir-faire critiques.

Les États-Unis subventionnent désormais les entreprises pour qu'elles abandonnent la Chine. Ce qui hier était un avantage — l'interdépendance — devient aujourd'hui un risque. Et le résultat est mécanique : les coûts montent, les délais s'allongent, la productivité ralentit.

Le monde est entré dans ce que certains économistes appellent déjà la "slowbalisation défensive" : une mondialisation en repli, moins fluide, plus cloisonnée, plus politique. Et potentiellement, plus inflationniste.

La prochaine étape ? Une correction des marchés, si les anticipations de croissance continuent à se dégrader. Ou une crise de liquidité dans les économies fragiles, à mesure que les capitaux se replient vers les zones jugées "sûres".

Plusieurs pays d'Afrique de l'Est, d'Amérique centrale ou d'Asie du Sud-Est, très dépendants du commerce mondial et des investissements chinois, commencent déjà à sonner l'alerte.

Le monde ne s'effondre pas. Mais il ralentit, se fragmente, et se durcit.

COMMENT SE COUVRIR EN CAS DE POURSUITE DE LA GUERRE COMMERCIALE

Une période comme celle-ci, avec une guerre commerciale qui secoue l'économie mondiale, rappelle une règle d'or : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier.

Les effets se sont déjà fait ressentir sur les marchés financiers et la période va offrir d'excellentes opportunités pour ceux qui souhaitent commencer à investir en Bourse.

Voici 3 pistes à explorer dans les prochains mois :

1. Cash is King : restez agile pour saisir les opportunités

La logique est simple : disposer de cash vous permet de saisir immédiatement des opportunités créées par des baisses temporaires sur des valeurs solides.



Par exemple, lors du choc du Covid-19 en mars 2020, le CAC 40 avait chuté de près de 40 % avant de rebondir rapidement de plus de 60 % en moins d'un an.

Ceux qui avaient suffisamment de liquidités ont pu en profiter pleinement.

Selon Vanguard, les grands fonds d'investissement

préconisent actuellement de maintenir une part de liquidités comprise entre 15 % et 25 % pour être réactif face à d'éventuelles corrections brutales.

En clair, garder du cash vous permet non seulement de préserver votre capital à court terme, mais aussi d'être le premier à profiter des points d'entrée particulièrement attractifs en cas de baisse soudaine des marchés.

Vous pouvez orienter votre cash sur des livrets bancaires ou des devises étrangères. Pour plus d'informations n'hésitez pas à vous référer à notre émission spéciale devises résilientes.

2. Actions défensives pour stabiliser votre portefeuille

Les actions défensives, souvent issues de secteurs comme la santé, les services publics ou les biens de consommation de base, sont moins sensibles aux cycles économiques et aux turbulences commerciales.

Ces entreprises, qui fournissent des produits ou services essentiels, maintiennent généralement des performances stables, même en période de crise.

Une façon efficace d'investir dans ce type d'actifs est de se tourner vers des indices comme le MSCI World Low Volatility Index (Code ISIN : IE00B8FHGS14).

Cet indice regroupe des entreprises à faible volatilité dans le monde entier, sélectionnées pour leur résilience face aux chocs économiques.

En période de guerre commerciale, où les secteurs cycliques comme la technologie ou l'industrie peuvent souffrir, un ETF suivant le MSCI World Low Volatility Index permet de réduire le risque tout en maintenant une exposition aux marchés actions.

Les données historiques montrent que cet indice

surperforme souvent les indices traditionnels lors de phases de forte volatilité, offrant une protection relative et une croissance modérée mais stable.

3. ETF matières premières : du tangible pour résister aux crises

Au delà de l'importance d'inclure de l'or dans votre répartition de patrimoine, la guerre commerciale pourrait mettre la pression sur le cours des matières premières et offrir de belles opportunités.

Pour vous exposer au secteur, les ETFs permettent d'investir dans un panier de matières premières sans avoir à les acheter physiquement.

C'est la meilleure solution selon nous.

Pour s'exposer aux matières premières en PEA, il y a un seul ETF disponible (et très peu connu) : DE000A0H0728 - iShares Diversified Commodity Swap.

Cet ETF est constitué d'un large échantillon de matières premières (métaux, matières premières agricoles, pétrole, gaz, etc.).

En conclusion

Face à une guerre commerciale prolongée, une stratégie combinant liquidités, actions défensives via des indices comme le MSCI World Low Volatility Index, et une exposition aux matières premières via des ETF permet de protéger son portefeuille tout en saisissant des opportunités.

La diversification et la prudence restent les maîtres-mots pour naviguer dans cette période d'incertitude, et n'hésitez pas à vous référer aux précédentes thématiques de Fortune & Famille.

QUESTIONS DES LECTEURS

— "J'ai fait des gains en cryptos l'année dernière, comment bien les déclarer aux impôts ? » – Thierry (Île-de-France)

Depuis 2019, l'administration fiscale encadre très clairement l'imposition des crypto-actifs.

Première règle à connaître : les plus-values sont imposables uniquement lorsque vous convertissez vos cryptos en monnaie fiat (comme l'euro), ou lorsque vous achetez un bien ou un service avec.

En revanche, les échanges entre cryptomonnaies (par exemple échanger du Bitcoin contre de l'Ethereum) ne déclenchent pas d'imposition, tant que vous restez dans l'univers des actifs numériques.

Prenons un exemple concret : Vous achetez 1 ETH à 1 200 € en janvier.

Vous le revendez à 2 000 € en novembre.

➔ **Vous réalisez une plus-value de 800 € : elle est imposable.**

En revanche, si vous utilisez ce même ETH pour acheter du SOL (Solana), puis revendez ce SOL plus tard en euros, seule la dernière vente sera imposable, mais le calcul devra prendre en compte la valeur d'origine de l'ETH.

Le régime fiscal applicable est celui des particuliers : Vous êtes soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU), ou "flat tax" à 30 % : 12,8 % d'impôt sur le revenu 17,2 % de prélèvements sociaux.

Ce régime s'applique dès que vos gains dépassent 305 € dans l'année.

En dessous, vous êtes exonéré. Comment déclarer ?



Les plus-values doivent être reportées dans le formulaire n°2086, intitulé "*Déclaration des plus ou moins-values réalisées sur les actifs numériques*".

Ce formulaire peut être rempli en ligne sur impots.gouv.fr, ou intégré automatiquement par certains logiciels spécialisés.

Pour chaque opération imposable, vous devez indiquer :

- Le prix de cession (valeur de vente)
- Le prix d'acquisition (valeur d'achat, incluant les frais éventuels)
- La plus ou moins-value réalisée

Attention : les frais de transaction peuvent être déduits, mais uniquement s'ils sont directement liés à l'opération concernée (frais de trading, frais de retrait...).

- Vous devez ensuite reporter le total de vos gains nets sur la déclaration principale n°2042, dans la case 3AN (et 3BN pour les moins-values).

Vous utilisez une plateforme étrangère ?

- Vous devez aussi remplir le formulaire n°3916-BIS.

Ce document permet de déclarer vos comptes ouverts sur des plateformes comme Kraken, Coinbase, Bybit ou KuCoin.

Même si vous n'y avez plus de fonds mais que le compte a été actif durant l'année, la déclaration reste obligatoire.

L'amende pour omission peut monter à 750 € par compte non déclaré, voire 1 500 € si le compte est localisé dans un pays non coopératif.



— "J'ai une assurance-vie depuis 12 ans. Je voudrais retirer une partie de mon argent, vais-je être lourdement taxée ? » – Hélène (Pays de la Loire)

Bonne nouvelle : après 8 ans de détention, votre contrat d'assurance-vie devient beaucoup plus avantageux fiscalement.

Si vous effectuez un retrait partiel qu'on appelle un rachat partiel, vous n'êtes imposée que sur la part des gains (intérêts ou plus-values) incluse dans le montant retiré. Le capital que vous avez versé n'est jamais imposé.

Mieux encore : à partir de la 9^e année, vous bénéficiez d'un abattement annuel sur les gains retirés. Cet abattement est de 4 600 € si vous êtes imposée seule, ou 9 200 € si vous êtes en couple avec imposition commune.

Tant que vos gains restent sous ce seuil, vous ne payez aucun impôt sur le revenu. Vous restez toutefois redevable des prélèvements sociaux de 17,2 %, mais uniquement sur la part de gains comprise dans votre retrait.

Au-delà de l'abattement, deux options fiscales s'offrent à vous :

- Soit vous optez pour le prélèvement forfaitaire de 7,5 % (appliqué aux

primes versées avant 2017 ou aux 150 000 premiers euros de versements post-2017), ce qui donne un total de 24,7 % avec les prélèvements sociaux inclus.

- Soit vous intégrez vos gains à votre impôt sur le revenu si cela est plus favorable (notamment si votre taux marginal d'imposition est faible).

Prenons un exemple simple : vous retirez 20 000 € de votre contrat. Ce montant est composé de 15 000 € de capital et 5 000 € de gains. Si vous êtes en couple, ces 5 000 € de gains sont entièrement exonérés d'impôt sur le revenu, car ils sont en dessous du seuil d'abattement de 9 200 €. Vous ne paierez donc que 17,2 % de prélèvements sociaux sur ces 5 000 €, soit 860 €. Le reste est totalement net d'impôt.

Astuce utile : au lieu de retirer une grosse somme d'un coup, vous pouvez programmer des retraits progressifs d'année en année, afin de profiter pleinement de l'abattement annuel et optimiser votre fiscalité sur le long terme. Votre contrat conserve ainsi son ancienneté et ses avantages successoraux.

Bref, vous avez tout intérêt à utiliser les marges de manœuvre offertes par la fiscalité de l'assurance-vie après 8 ans, surtout si vous avez un besoin ponctuel ou souhaitez alléger progressivement votre contrat.

ANALYSE FORTUNE & FAMILLE

Comment aider son enfant à bien démarrer sa nouvelle vie, sans se pénaliser ?



Claire, 55 ans, et Romain, 57 ans, vivent à Poitiers, dans une maison qu'ils ont achetée il y a une vingtaine d'années, lorsqu'ils ont quitté Paris.

Tous deux sont encore en activité : Claire exerce comme psychologue libérale, tandis que Romain, ancien chef de produit dans l'agroalimentaire, enchaîne des missions en freelance, dans un rythme allégé.

Leur fils unique, Hugo, 20 ans, vient de décrocher une place dans une université canadienne, à Montréal, pour y suivre un cursus en informatique.

C'est une fierté, mais aussi un déclencheur : ce départ soulève des questions patrimoniales et émotionnelles.

Comment l'aider financièrement, sans en faire trop ? Faut-il piocher dans leur assurance-vie ? Ouvrir une enveloppe à son nom ?

Et que faire pour, au-delà de ce coup de pouce immédiat, commencer à anticiper l'après ?

État des lieux de leur patrimoine

Immobilier

- **Résidence principale** (maison à Poitiers, remboursée) : **370 000 €**
- **Aucun autre bien immobilier (ni locatif, ni secondaire)**

Placements financiers

- **Assurance-vie** (de plus de 8 ans, répartie entre fonds euros et UC) : **110 000 €**
- **Comptes sur livrets** (Livret A, LDDS, CEL) : **30 000 €**
- **Compte-titres** (Actions américaines et indiennes) : **15 000 €**

Divers

- Pas de crédit en cours
- Un enfant (20 ans), en études à l'étranger
- Revenus stables (activité libérale et missions freelance)
- Aucun bien professionnel ni part sociale

Total patrimoine estimé : 525 000 €

Proposition de stratégie patrimoniale

Donner un vrai coup de pouce, intelligemment

Claire et Romain souhaitent aider Hugo dans ce nouveau départ, mais ils ne veulent pas céder à l'émotion et vider leurs comptes pour lui faciliter la vie.

Ils tiennent à ce qu'il gagne en autonomie, qu'il gère un budget, et qu'il comprenne aussi que cette aide est un tremplin, pas un guichet illimité.

La solution passe donc par une donation ciblée, bien encadrée, en utilisant les outils existants.

Aujourd'hui, ils peuvent chacun donner jusqu'à 31 865 € à leur fils, en exonération totale, via le dispositif de don familial d'argent (réservé aux parents de moins de 80 ans, ce qui est leur cas).

Une simple déclaration à remplir auprès de l'administration fiscale permet de formaliser cette donation, sans impôt.

S'ils activent ensemble ce levier, cela représente 63 730 € que Hugo pourra recevoir, en une ou plusieurs fois, pour couvrir ses frais de scolarité, son logement et ses dépenses courantes au Canada.

Cette somme ne consomme même pas l'abattement principal de 100 000 € par parent utilisable sur les donations classiques tous les 15 ans.

Ils pourraient aussi choisir de faire ce don en plusieurs étapes, en commençant par un premier virement de 20 000 €, qui permettrait à Hugo de s'installer sereinement, puis de compléter au fil des années selon ses besoins réels.

Un compte spécifique, cogéré ou non, pourrait aussi être ouvert pour encadrer cette somme.

Autres pistes d'action pour leur fils Hugo

Au-delà de la donation, Claire et Romain envisagent aussi de créer une « poche Hugo » dans l'un de leurs contrats, avec une clause bénéficiaire spécifique.

Ce serait une manière discrète mais efficace d'organiser la transmission en cas d'aléa, tout en gardant la main sur les fonds.

Pour Hugo, une autre piste est à creuser : l'ouverture d'un compte-titres ou d'un PEA Jeune (accessible dès 18 ans).

Un virement de 3 000 à 5 000 €, qu'il pourra placer selon sa stratégie, pourrait constituer une première brique d'éducation financière.

Un petit portefeuille à suivre, à faire évoluer, et à gérer avec régularité.

Préparer l'après, doucement mais sûrement

En plus de l'enjeu de transmission, Claire et Romain doivent anticiper leur retraite dans 8 à 10 ans, tout en conservant une certaine souplesse.

Au cours des prochaines années, ils envisagent ainsi de souscrire un Plan d'Épargne Retraite, en particulier Claire, pour bénéficier d'une déduction fiscale immédiate sur ses revenus libéraux, tout en construisant un complément de retraite modulable.

Ce placement leur permettra notamment d'investir sur des ETFs extrêmement bien diversifiés.

Une transition, mais surtout une opportunité

Aider Hugo à s'installer à l'étranger n'est pas qu'un geste de solidarité : c'est un moment-clé pour ouvrir une nouvelle phase de gestion patrimoniale.

Claire et Romain disposent de tous les outils pour le faire sereinement, et surtout efficacement.

Leur capacité d'épargne, la maturité de leurs contrats, et l'absence de dette leur donnent une vraie latitude d'action.

En structurant dès maintenant leur transmission, tout en préparant leur retraite, ils transforment un événement personnel en opportunité stratégique.

Et offrent à leur fils un cadre, une autonomie, et une première pierre pour son propre avenir.



Cours de l'or : 3 326,83 USD / **+26,79 %** en 2025

Cours du bitcoin : 84 182,39 / **-8,92 %** en 2025

Cours du CAC 40 : 7 285,86 / **-1,29 %** en 2025

Cours du S&P 500 : 5 282,70 / **-10,18 %** en 2025

Cours du STOXX Europe 600 : 4 935,34 / **+0,80 %** en 2025

L'ÉDITO DU MOIS

Depuis quelques mois, les tensions commerciales ne sont plus un bruit de fond.

Les États-Unis et la Chine s'affrontent ouvertement sur les batteries, les semi-conducteurs, les matières premières stratégiques.

L'Europe tente de trouver sa place, entre volontés d'indépendance industrielle et dépendances bien réelles.

Les taxes douanières reviennent, les chaînes d'approvisionnement se réorganisent, les États relocalisent.

Bref : la guerre commerciale est officiellement relancée.

Et ce n'est pas une simple dispute technique entre grandes puissances : elle a des conséquences directes sur nos vies — sur ce qu'on paie à la pompe, sur le prix de nos voitures, sur les performances de nos investissements.

Faut-il s'en inquiéter ? Oui... mais surtout, comment s'y préparer intelligemment ?

Cette période de tensions peut aussi créer des opportunités rares : réallouer ses investissements vers des secteurs stratégiques, diversifier hors de la zone euro, renforcer son exposition à certaines matières premières ou à des entreprises bien positionnées dans cette reconfiguration mondiale.



**FORTUNE
& FAMILLE**

Revue mensuelle Numéro 12
Avril 2025

**Directeur de la publication
et rédacteur en chef :**
Adrien Picco et Nicolas Chalain

Adresse du siège social :
Panthéon Recherche
Avenue de Beaumont 20,
1700 Fribourg, Suisse

Dépôt légal : Avril 2025

Registre journalier :
CHE-134.341.244

Abonnement : 19 € par mois
avec votre accompagnement mensuel

Pour toute question concernant votre
abonnement, contactez notre service
client au +33 9 80 80 32 51

N° ISSN (imprimé) : 2813-9925

N° ISSN (en ligne) : 2813-9933

Achévé d'imprimer sur les presses de
Corlet Imprimeur
Z.I Maximilien Vox
14110 Condé-Sur-Noireau

Mis en page par L'Aigrette
www.icilaigrette.com

Crédits

Adobe Stock
Shutterstock
Statista

Freepik : iurimotov, upklyak & smashicons

Avis aux lecteurs : Les informations
sont données à titre informatif et
ne représentent pas une obligation
d'investissements ni une offre ou
sollicitation d'acquiescer ou de vendre
des produits ou services financiers.
Elles ne constituent pas un conseil en
investissement.

ADRIEN PICCO

Juriste de formation et **analyste
marchés certifié auprès de
l'AMF**, je vous aide à identifier
les bons placements pour
développer votre patrimoine
familial.



NICOLAS LEROUX-CHALAIN

Expert anti-crise chez Panthéon
Recherche depuis 2021 et
co-rédacteur du courrier des
Familles prospères, je vous
aide à construire des stratégies
d'investissements résilientes pour
résister aux chocs financiers.

